



# COMMUNIQUÉ DU CONSEIL SYNDICAL

Le Conseil Syndical **F.O.-DGFIP** s'est réuni les 15,16 et 17 octobre à Paris.

Le Premier ministre a présenté le 10 octobre le **Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2025** porté par le Gouvernement. Ce PLF va être débattu au Parlement. Il prévoit **65 milliards d'économies sur la dépense publique, niveau inédit** sous la V<sup>ème</sup> République.

Ces coupes franches sont la **conséquence de l'effondrement des recettes publiques depuis 2017**. La **multiplication des cadeaux fiscaux, 62 milliards** en 2023 selon la Cour des Comptes, et les **aides aux entreprises sans contreparties ni conditions**, sont devenues, avec plus de **260 milliards, le premier poste de dépense de l'État**. Elles n'auront servi qu'à battre des **records de dividendes**.

Le Conseil syndical réaffirme que **l'austérité est trois fois suicidaire**. **Socialement** parce qu'elle remet en question les droits, **économiquement** parce qu'elle plante la croissance, **démocratiquement** parce qu'elle alimente les mouvements de rejets.

Après les différentes sorties médiatiques de ces derniers jours présentant la France comme au bord du gouffre financier, les **fonctionnaires sont de nouveau montrés du doigt et rendus partiellement responsables de la dette**, dont la définition donnée par nos gouvernants est intentionnellement instrumentalisée.

Le nouveau **Ministre de la Fonction publique remet à l'ordre du jour le projet de son prédécesseur** Guérini qui visait à :

- ▶ **Supprimer les catégories A, B et C ;**

▶ **Détruire la fonction publique de carrière** au bénéfice d'une fonction publique d'emploi ;

▶ Instaurer la **rémunération au mérite ; faciliter le licenciement** des fonctionnaires ;

▶ **Détruire la Fonction Publique** et donc la DGFIP, en **généralisant la contractualisation** des emplois.

Il y ajoute, pour faire bonne mesure, la **suppression de la Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat (GIPA)**.

Le Conseil syndical rappelle que **la DGFIP a perdu près de 30% de ses effectifs depuis sa création** en 2008 : 130 000 agents titulaires en 2008 pour 93 400 en 2023. Elle est **l'administration qui a perdu le plus d'emploi en France**, il n'y **pas d'équivalent, ni dans la sphère publique ni dans celle du privé**.

Alors que le **Cadre d'Objectif et de Moyen 2023/2027** ne prévoyait **aucune suppression d'emploi** supplémentaire en 2025, **le PLF 2025 en impose 550 au mépris de la signature de l'ancien Directeur Général**, désormais directeur de cabinet du Premier Ministre.

**Le Conseil Syndical considère qu'il est de son devoir d'alerter les personnels.**

**Il les invite à réagir et s'organiser pour se défendre face aux attaques dont ils font l'objet depuis trop longtemps.**

**Opposons la FO** du collectif  
aux replis individuels !

**Imposons un Bercy des Finances !**



**C'EST  
POUR VOUS  
QU'ON SE BAT !**